

# LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

**Le 13 février 2023.**

On en est rendu au point où il faut tout expliquer et justifier sous peine d'être incompris ou d'être assimilé à des individus particulièrement malfaisants, à une époque où le nihilisme, l'hédonisme et l'individualisme forment le triptyque nauséabond de la philosophie et de l'idéologie de la classe dominante.

Un autre aspect de cette époque qui en rappelle d'autres également sordides, c'est cette fâcheuse tendance qu'on nos contemporains à effacer le passé proche ou à être frappés d'amnésie dès qu'on aborde les faits qui dérangent ou qui permettent de caractériser précisément le régime en place, comme si personne ne voulait admettre qu'on vit sous un régime tyrannique marqué du sceau du totalitarisme, qui s'accommode de sa résurgence, finalement compatible avec le fascisme et le nazisme.

Il faut dire que ce serait embarrassant de qualifier ainsi le régime en place quand on y collabore ouvertement, les réelles intentions de leurs auteurs seraient démasquées et ils n'y tiennent pas, car quant à rompre avec lui, il ne faut pas y compter, sauf à se faire de graves illusions sur eux.

Ils viennent tous encore de refuser de s'opposer à l'envoi d'armes supplémentaires au régime néonazi de Kiev, qui s'en sert pour bombarder la population civile du Donbass et demain de la Crimée, tous les partis parlementaires français sont complices de ce crime de guerre.

Macron et les siens ont assassiné plus de 150.000 patients entre janvier 2020 et janvier 2023, pour avoir refusé aux uns l'accès aux traitements efficaces existant pour soigner le covid-19, et aux autres l'accès aux soins ou à une opération chirurgicale dont ils avaient besoin, entraînant après coup des dizaines de milliers de morts de cancers notamment, les uns et les autres continuent d'entretenir des relations avec lui ou ils en parlent comme si rien ne s'était passé ou comme si c'était déjà une histoire ancienne, alors que ces cadavres sont à peine refroidis, ceux du Donbass sont encore bien chauds.

Tous vivent dans un déni permanent de la réalité, l'exemple vient toujours d'en haut ou de ceux qui détiennent du pouvoir, après il ne faut pas s'étonner si la population devient schizophrène, on connaît les coupables et leurs complices.

---

**Solidarité avec les peuples syriens et turcs après le terrible séisme qui a fait plus de 33.000 morts au dernier décompte.**

- Moi, citoyen syrien, je tente depuis des heures de trouver le discours juste, objectif et digne de publication. Mais l'oppression, la colère et la déception qui pèsent sur mon cœur et le cœur de tous ceux que j'ai vus et entendus ces deux derniers jours rendent la sobriété du langage extrêmement difficile.

Au soir de ce mercredi 8 février, seuls 13 pays ont annoncé leur volonté d'aider les Syriens et certains sont arrivés sur place dès les premières heures. Parmi ceux-là, des pays qui endurent un blocus américain étouffant et meurtrier depuis des années, tels l'Iran et le Liban ; des pays qui ont subi des guerres américaines ayant déchiré leur géographie, détruit leurs villes et villages, tué des centaines de milliers de leurs habitants, tels l'Irak et la Libye ; des pays qui subissent des guerres militaires, économiques et politiques entretenues par Washington dans le but de renverser leurs gouvernements et de les détruire, telles la Russie et la Chine ; des pays qui, en aucune circonstance, ne se sont dérobés face à leurs devoirs humanitaires et nationaux, telle l'Algérie.

<https://reseauinternational.net/le-monde-face-a-la-tragedie-syrienne-esclave-du-commandant/>

---

## **COMMUNIQUÉ DE L'ASSOCIATION DES CLIMATO-RÉALISTES**

Paris, 10 février 2023

FranceInfo publie ce matin un article qui jette l'opprobre sur Régis Crépet, prévisionniste à La Chaîne Météo. Uniquement à charge, cette enquête accuse le prévisionniste d'être « *climatosceptique* », relaie sans nuance diverses critiques souvent anonymes, et use et abuse de sous-entendus partiels. Cela va jusqu'à une accusation, clairement validée par l'article, de « *charlatanisme* » envers celui qui est prévisionniste depuis 22 ans. Régis Crépet est également accusé, pêle-mêle, d'insincérité dans ses réponses, et de ne pas parler assez du réchauffement climatique dans ses chroniques.

Cette « *enquête* » a donc tout d'une tentative de mise au pas de la libre expression journalistique, alors que l'expression d'opinions divergentes est une nécessité dans une société démocratique. L'article n'apportant pas la moindre preuve de faits délictueux, ses méthodes de délation n'en sont que plus choquantes, et rappellent le triste épisode du licenciement de Philippe Verdier par France Télévision en 2015.

L'Association des Climato-Réalistes apporte donc son soutien à Régis Crépet, et condamne de toutes ses forces la manière qu'a FranceInfo de s'en prendre à l'honneur et à la considération de quelqu'un sous prétexte qu'il ne serait pas assez engagé dans la diffusion de la doctrine climatique officielle. Un tel procédé est incompatible avec le pluralisme démocratique qui doit rester un principe cardinal de notre société.

---

## **Quand seront-ils jugés et pendus ?**

### **Action en justice intentée contre le gouvernement japonais pour dissimulation de données sur le vaccin - lemediaen442.fr 7 février 2023**

Des chercheurs japonais intentent une action en justice contre le gouvernement japonais pour avoir dissimulé des données dérangeantes sur le vaccin dans le but de continuer la campagne vaccinale.

Des chercheurs japonais engagent une action en justice contre le gouvernement du Japon pour dissimulation de données sur le vaccin. Le professeur Masanori Fukushima, membre de l'équipe de chercheurs, affirme que la situation est historiquement grave et menace l'existence même de la nation. Les données montrent que le nombre de nouvelles infections chez les personnes ayant été

vaccinées deux fois est 4 fois plus élevé que chez les non-vaccinés. De plus, les taux de mortalité sont également plus élevés chez les personnes vaccinées, indépendamment de leur âge.

### **La vidéo.**

[https://odysee.com/@ana%C3%AFstea:0/fukushima-\(1\):7?src=embed](https://odysee.com/@ana%C3%AFstea:0/fukushima-(1):7?src=embed)

---

### **La pédophilie est bien encouragée par ceux qui gouvernent le monde.**

#### **Révélations fracassantes de la députée Républicaine, Marjorie Taylor Greene, sur la pédopornographie sur Twitter - lemediaen442.fr 12 février 2023**

La députée républicaine, Marjorie Taylor Greene, s'exprime face aux ex-employés de Twitter, en particulier Yoel Roth, au sujet de la pédopornographie sur Twitter.

Marjorie Taylor Greene dénonce la censure exercée par Twitter sur les Américains et la thèse de doctorat de l'Université de Pennsylvanie en 2016 de l'ancien responsable de la sécurité de Twitter, Yoel Roth. L'homme de 34 ans souhaitait donner un accès aux mineurs à une plateforme de rencontres pour adultes « *Dans votre thèse de doctorat intitulée « Gay Data », vous avez soutenu que les mineurs devraient avoir accès à Grindr. Une application de rencontres gay pour hommes adultes. Vous avez banni définitivement mon compte twitter mais vous avez autorisé la diffusion de pornographie infantile sur Twitter... Je suis ravie que vous ayez perdu vos emplois. Dieu merci Elon Musk a pris le contrôle de Twitter et a banni 44 000 comptes qui faisaient la promotion de la pornographie infantile.* »

Loin d'être à son premier forfait, Yoel Roth avait écrit sur Twitter en 2010 : « *Les lycéens peuvent-ils consentir de manière significative à des relations sexuelles avec leur professeur ?* » et en 2021, alors qu'il était directeur de la confiance et de la sécurité sur Twitter. Un garçon mineur et sa mère sont allés jusqu'au procès parce que Twitter diffusait et refusait de retirer une vidéo obscène mettant en scène ce jeune garçon avec un autre mineur. lemediaen442.fr 12 février 2023

### **En complément. Lu.**

- La directrice exécutive d'EUROPOL Catherine De Bolle est membre du réseau International Gender Champions. Celui-ci s'engage dans le monde entier pour l'égalité des sexes, y compris dans les organisations internationales. International Gender Champions est un réseau d'organisations et de dirigeants influents, comme le chef de l'OMS Tedros Adhanom Ghebreyesus, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Rafael Mariano Grossi (directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohammed Abdiker (Organisation internationale pour les migrations/ONU Migration), etc. Et Klaus Schwab, fondateur du FEM, fait également partie de ce réseau. L'égalité des sexes est-elle vraiment le seul intérêt des membres de ce réseau ?

---

## **Lu ou rappel.**

- La France est, rappelons-le, le pays record d'Europe de la distribution de dividendes (Covid ou pas Covid, guerre ou pas guerre ... du dividende "tout terrain et tout temps" en somme). Rien que pour le CAC 40, l'année 2022 a été record, avec 80 milliards d'euros de dividendes versés et une accumulation de profits s'élevant au record historique de 172 milliards pour cette même année !  
capital.fr 12 février 2023

---

## **Etes-vous xénophobe, raciste à tendance fasciste ? Non, nous n'ont plus.**

J-C – Le problème sous ce régime soutenant des régimes fascistes ou néonazis, c'est que ses médias ne donnent pas la parole à des gens comme vous et moi ou uniquement pour les diaboliser ou les ridiculiser.

Donc ici on donne la parole à ceux qui pensent différemment quand ils ne penchent pas vers l'extrême droite, à ma connaissance. Bref, la démocratie, c'est ici ou on en fait la démonstration.

## **La légende française du biathlon, Martin Fourcade, souhaite le retour des Russes et des Biélorusses aux JO de 2024 - lemediaen442.fr 12 février 2023**

La légende française du biathlon, Martin Fourcade, s'est confiée à la chaîne norvégienne NRK dans la ville brumeuse d'Oberhof lors des championnats du monde. Ces derniers temps, le Français avait un poids sur l'estomac, celui qui a toujours été honnête et franc avait besoin de tout déballer concernant le sport et le conflit en Ukraine. Ce qui ne manquera pas de faire les gros titres.

*« Nous sommes incroyablement fiers de montrer au monde à quel point la France est belle. Et je ne comprends pas comment on peut accueillir le monde sans les athlètes russes et biélorusses. »*

Le skieur français avait beaucoup à dire et à partager sur l'exclusion des athlètes russes et biélorusses de la compétition. *« En tant que représentant des athlètes et en tant que sportif, je pense que nous devrions envisager de permettre aux athlètes russes et biélorusses de reprendre la compétition. C'est le message principal. J'ai été élu au CIO pour défendre les athlètes. Et j'ai un peu l'impression de ne pas défendre ces athlètes. Bien sûr, ils sont russes et biélorusses, mais ils sont aussi des athlètes. Je pense qu'ils devraient également être défendus sur cette base. »*

Prenant à contrepied la doxa sur ce sujet, Martin Fourcade comprend qu'il va susciter l'adhésion mais aussi le mécontentement. *« Il y en a beaucoup qui comprendront et beaucoup qui ne comprendront pas. Je ne dis pas que j'ai la vérité, mais en tant qu'être humain, j'ai une opinion personnelle à ce sujet. Aujourd'hui, je sens que c'est bien de parler de cela. »*

C'est sous une énorme pression mondiale que le Français ose dire ce qu'il pense en vue des prochains Jeux olympiques de 2024. *« Je serai très gêné pour mon pays s'il décidait d'interdire la compétition aux athlètes russes et biélorusses »,* déclare Martin Fourcade, membre de la commission des athlètes du Comité international olympique (CIO). *« Nous sommes incroyablement fiers de montrer au monde à quel point la France est belle. Et je ne comprends pas comment on peut accueillir le monde sans les athlètes russes et biélorusses. »*

Le quintuple champion olympique, sept fois vainqueur du classement général de la Coupe du monde et treize fois champion du monde n'a pas fini de faire parler de lui. lemediaen442.fr 12 février 2023

### **En complément. Lu.**

- On ne se souvient plus que l'invité d'honneur du Salon du Livre de Paris en 2018 était la Russie. Pour la circonstance, Le Monde du 16 mars 2018 dressait le portrait de l'écrivain Zakhar Prilepine, ancien militant national-bolchevik qui venait de côtoyer les combattants indépendantistes du Donbass. Un tel article serait-il encore possible aujourd'hui ? Cette question fondamentale empêche la planète de tourner. Ce n'est pas la seule.

L'orchestre de Moscou peut-il jouer à l'Opéra de Lyon ? Le champion serbe de tennis, Novak Djokovic, doit-il renier son père filmé dans les allées du tournoi de l'Open d'Australie avec des supporters brandissant un drapeau russe à l'effigie de Vladimir Poutine ? Le Comité international olympique doit-il exclure les sportifs biélorussiens et russes des prochaines compétitions ? S'il s'agissait d'une autre nationalité, un tollé intergalactique envahirait les rédactions de désinformation et secourerait les belles âmes occidentales. Elles ne font que reprendre et développer des propos officiels qui établissent une incontestable ségrégation. Après l'apartheid vaccinal, voici la russophobie élevée au rang de politique d'État !

---

### **Lu. On pourrait dire les choses comme cela.**

- En prenant le contrôle des institutions et des services de l'État, on crée une gouvernance mondiale des grandes entreprises représentées. Pour ce coup d'État silencieux et dissimulé, le Forum économique mondial (FEM) utilise une sorte de tour de passe-passe :

D'une part, le public mondial est impliqué dans des crises créées artificiellement. Qu'il s'agisse d'entreprises publiques en crise, de crises bancaires, de la pandémie Covid, ou bien d'autres. D'autre part, les véritables responsables de ces crises, qui agissent en arrière-plan, sont présentés au public mondial comme étant les seuls sauveurs compétents pour sortir du dilemme. Ces crises sont en outre utilisées pour restreindre l'ordre démocratique fondamental dans les différents États. Les peuples sont ainsi empêchés de construire une résistance contre ce coup d'État silencieux, c'est-à-dire contre la redistribution de la propriété et du pouvoir du peuple entre les mains des grandes entreprises.

---

### **Quand démocratie rime avec massacre de masse, c'est qu'il s'agit d'autre chose, non ?**

#### **L'OxyContin, l'anti-douleur qui a rendu l'Amérique accro.**

Comment un simple analgésique, autorisé par l'autorité de santé américaine et prescrit en France aujourd'hui encore, a-t-il pu être à l'origine de l'un des plus grands scandales sanitaires de ces dernières années ?

L'OxyContin est un puissant analgésique similaire à la morphine, développé et commercialisé par le laboratoire privé Purdue Pharma, basé dans le Connecticut aux États-Unis. Bien qu'autorisé par la

Food and Drug Administration (FDA), le gendarme de la santé américaine, il serait à l'origine de plus de 300 000 morts par overdose depuis les débuts de sa commercialisation sur le marché américain en 1996.

Cet opiacé censé soulager les douleurs intenses en agissant directement sur le cerveau humain est également accusé d'être le principal contributeur de la « crise des opioïdes » qui a ravagé les États-Unis, faisant plus de 450 000 morts depuis 1999.

### **Pour lire l'article :**

<https://reseauinternational.net/loxycontin-lanti-douleur-qui-a-rendu-lamerique-accro/>

---

### **En famille chez les « démocrates » (de gauche, sans rire). A moins qu'il s'agisse d'autre chose, non ?**

#### **Joe Biden et Lula unis pour défendre la démocratie "mise à l'épreuve" au Brésil et aux États-Unis - France 24 11 février 2023**

Reçu vendredi 10 février par Joe Biden, le président brésilien Lula a affirmé que les deux dirigeants ne "*devaient plus jamais permettre*" des assauts contre la démocratie telle que ceux connus par les États-Unis en janvier 2021 et par le Brésil en janvier 2023. Joe Biden a lui reconnu que la démocratie avait été "*mise à l'épreuve*".

J-C - On sait que lorsque des États occidentaux se livrent à des donations, ce n'est jamais sans contrepartie politique ou économique. Ne dites pas que Lula est corrompu jusqu'à l'os...

"*J'ai évoqué la nécessité que les pays riches prennent leurs responsabilités pour aider les pays ayant des forêts tropicales et pas seulement au Brésil*", a dit Lula à la presse.

France 24 - Lula a relancé ce fonds que son prédécesseur avait gelé, et auquel a surtout contribué la Norvège, et dans une moindre mesure l'Allemagne. Le Brésil est aujourd'hui à la recherche d'autres donateurs. France 24 11 février 2023

---

### **Rappel. L'économie à l'origine de toutes les guerres à notre époque notamment ?**

#### **L'avocat Marcel Ceccaldi : Kadhafi a signé son arrêt de mort en créant une monnaie commune à l'Union africaine - lemediaen442.fr 12 février 2023**

Comme il est toujours important de rappeler les fondements des événements. Nous avons décidé de revisiter l'interview de Marcel Ceccaldi, l'avocat de Kadhafi, diffusée sur France 24 en mars 2018. Elle porte sur les raisons derrière l'assassinat tragique du chef d'État libyen, qui a simplement cherché à promouvoir l'indépendance de l'Afrique. Malheureusement, sous la direction des États-Unis, la France a mené une sombre opération, avec l'appui des gesticulations de BHL.

Dans la vidéo ci-dessous, Marcel Ceccaldi déclarait que la décision de Kadhafi de créer une monnaie commune pour l'Union africaine était l'une des raisons de sa chute « *Je pense que Kadhafi*

*a signé son arrêt de mort lorsqu'il a décidé de créer une monnaie commune à l'Union africaine. [...] Il a heurté de front les intérêts des Etats-Unis et du dollar américain. »*

La Libye faisait partie de l'Union africaine et l'Etat libyen avait investi 420 millions de dollars dans cette banque, ce qui aurait permis à l'Union africaine de se libérer des griffes des bailleurs de fonds internationaux dont l'aide repose sur le dollar. Cependant, cela a aussi attiré l'attention des Etats-Unis et entraîné la chute de Kadhafi.

Marcel Ceccaldi a également mentionné que les compagnies pétrolières étaient strictement encadrées sous le président Mouammar Kadhafi. Elles avaient des quotas de production et des conditions financières strictes. Par exemple l'entreprise Total devait reverser plus de 85% de ses profits à l'Etat libyen. Toutefois, après la chute du régime, ces compagnies ont pu faire ce qu'elles voulaient sans restrictions « *A partir du moment où le régime tombait, chaque compagnie a fait ce qu'elle a bien voulu faire.* », a déclaré l'avocat.

Pour visionner la vidéo original : Financement libyen de la campagne de 2007 : l'ancien avocat de Kadhafi répond à France 24

<https://www.youtube.com/watch?v=LwGzVpZHDVQ>

---

### **Avant de livrer des armes au régime néonazi de Kiev, la France en avait déjà livrées aux barbares sanguinaires de Daesh, qui l'a oublié ?**

Le 8 février 2023, lors d'une visite éclair du président ukrainien à Paris, Emmanuel Macron a décerné la légion d'honneur à Volodymyr Zelensky. AFP 8 février 2023

---

### **En famille, union nationale, vive la guerre ! Là aussi ils avancent masqués.**

#### **Le Sénat vote une résolution de soutien à l'Ukraine et appelle au renforcement de l'aide - publicsenat.fr 7 février 2023**

La Haute assemblée s'est montrée aux côtés de l'Ukraine, en adoptant ce mardi une proposition de résolution « *exprimant le soutien du Sénat à l'Ukraine, condamnant la guerre d'agression menée par la Fédération de Russie et appelant au renforcement de l'aide fournie à l'Ukraine* », par 324 voix, contre 16 du groupe communiste et 4 abstentions.

L'auteur de la proposition de résolution, le président du groupe Les Indépendants, Claude Malhuret, a appelé la France à s'engager sans équivoque aux côtés de l'Ukraine, y compris militairement. Preuve du caractère transpartisan du texte, il est signé par quatre autres présidents de groupes politiques : Bruno Retailleau (LR), Hervé Marseille (UC), François Patriat (RDPI) et Jean-Claude Requier (RDSE).

« *C'est maintenant qu'il faut livrer les chars, les missiles, les défenses sol-air et les avions si nous voulons, comme le promettait le Président de la République lors de ses vœux, accompagner l'Ukraine jusqu'à la victoire finale* », a affirmé dans l'hémicycle Claude Malhuret.

Guillaume Gontard, président du groupe écologiste du Sénat, qui soutient le principe de la livraison « *d'armes de pointe à l'Ukraine* ». L'écologiste appelle ainsi la France à livrer ses chars Leclerc et des avions de chasse.

Pour le groupe CRCE (communiste), Pierre Laurent, tout en soutenant l'Ukraine, il convient « *de prévenir une guerre généralisée* » publicsenat.fr 7 février 2023

J-C – Au moins cela a le mérite d'être clair, tous les partis présents à l'Assemblée nationale font consensus avec Macron et l'OTAN, ils soutiennent et arment le régime néonazi de Kiev, l'opposition à cette guerre fomentée par les Américains n'y est pas représentée. publicsenat.fr 7 février 2023

---

### **En marche vers l'économie de guerre, tel est leur souhait.**

**Ukraine : le Sénat appelle la France à se préparer de nouveau à « *une guerre de haute intensité* » - Publicsenat.fr 10 février**

Décoré de la légion d'honneur par Emmanuel Macron en présence d'Olaf Scholz hier soir, et adoubé par Charles Michel, président du Conseil européen, ce jeudi matin avec un « *bienvenue chez vous, bienvenue dans l'UE* », c'est en héros que le président Ukrainien a été accueilli à Bruxelles. Publicsenat.fr 10 février

---

### **Le maître et son factotum.**

**Volodymyr Zelensky: "Nous avons besoin de blindés, d'avions de chasse et de missiles à longue portée" - BFMTV 8 février 2023**

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky s'exprime ce mercredi soir lors d'une conférence de presse donnée à l'occasion de sa visite à Londres, aux côtés du Premier ministre britannique Rishi Sunak. BFMTV 8 février 2023

---

### **Alors qu'il est le dernier à y croire !**

**Emmanuel Macron affirme sa volonté "d'accompagner l'Ukraine vers la victoire" - BFMTV 8 février 2023**

Emmanuel Macron s'exprime ce mercredi soir lors d'une conférence de presse donnée à l'occasion de la visite du président ukrainien Volodymyr Zelensky à Paris. BFMTV 8 février 2023

---

### **Mobilisation générale pour le retrait ou Macron dégage.**

**Si "cela se joue au Parlement", il est minoritaire et illégitime, il faut le renverser ! A bas les institutions de la Ve République antidémocratiques !**



## **"Cela ne changera rien": comment la macronie réagit après la mobilisation de ce samedi - BFMTV 12 février 2023**

La quatrième journée de mobilisation intersyndicale contre la réforme des retraites, la première un samedi, a réuni près d'un million de personnes en France, selon le ministère de l'Intérieur. Pas de quoi inquiéter la macronie, qui gagne même en confiance.

La macronie ne cache pas, ce samedi soir, un certain soulagement après cette quatrième journée de mobilisation intersyndicale contre la réforme des retraites dans toute la France, alors que Jean-Luc Mélenchon avait annoncé *"la plus grande mobilisation sociale depuis un demi-siècle"*.

*"Pas d'effet blast"*, interprète un ministre. Il est rejoint par un cadre de la majorité: *"Cela n'augmente pas vraiment."*

Selon la CGT, plus de 2,5 millions de personnes ont manifesté dans toute la France, en hausse par rapport à mardi (près de deux millions) et en baisse par rapport au 31 janvier (2,8 millions). Côté ministère de l'Intérieur, 963.000 manifestants se sont réunis, contre 757.000 personnes mardi et 1,272 million le 31 janvier.

*"Cela ne changera rien"*, assure, imperturbable un député Renaissance en première ligne sur cette réforme. En clair: on ne touche ni aux 64 (âge légal de départ à la retraite) ni aux 43 ans (nombre d'annuités).

Un ténor de la majorité ajoute: *"C'est la simple traduction de l'impopolarité d'une réforme qu'on assume. Maintenant, cela se joue au Parlement."* BFMTV 12 février 2023

---

### **A aucun moment il n'exigera le départ de Macron ainsi légitimé.**

Jean-Luc Mélenchon a estimé ce samedi qu'Emmanuel Macron était *"condamné"* à perdre la bataille sur ce projet de loi et affirmé que le Président ne devrait pas compter sur l'*"usure"* de la mobilisation.

*"Il sait que l'état d'exaspération du pays à son égard est complet et que maintenant, il ne lui reste plus grand-chose comme moyen d'action"*, a-t-il ajouté. L'ex-candidat de LFI à la présidentielle pense que le président *"est dans une situation qui le condamne à perdre"*. BFMTV.com 11 février 2023

---

### **Une annonce qui ressemble à une sinistre blague de briseurs de grève.**

J-C – Il y en a qui se réjouissent de l'unité des 8 syndicats, moi au contraire à leur place je m'en méfierais.

Réfléchissez un peu, si un syndicat se désolidarisait des autres parce qu'il y en aurait eu un parmi eux qui se serait trop radicalisé à son goût, les autres seront rapidement tentés de le suivre en agitant le même prétexte ou un autre. En revanche, si un syndicat se distinguait en se radicalisant, vous pouvez être certains qu'il ne sera jamais rejoint par les 7 autres syndicats.

Il ne s'agit nullement d'un appel à une grève reconductible ou illimitée nationalement à partir du 7 mars, mais d'une nouvelle journée d'actions destinée à conforter Macron.

### **Après la manifestation du 11 février contre la réforme des retraites, une nouvelle journée le 16 février - Le HuffPost 8 février 2023**

La quatrième journée d'action n'est pas encore passée que la cinquième est déjà programmée. Le HuffPost 8 février 2023

### **Réforme des retraites : les syndicats prêts à « mettre la France à l'arrêt » le 7 mars - Le HuffPost 11 février 2023**

L'intersyndicale confirme par ailleurs qu'une nouvelle journée de mobilisation sera organisée « *sur l'ensemble du territoire* », jeudi 16 février.

« *L'intersyndicale se saisira du 8 mars, journée internationale de luttes pour les droits des femmes pour mettre en évidence l'injustice sociale majeure de cette réforme envers les femmes* », annoncent encore les organisations syndicales. Et d'appeler « *le gouvernement à retirer son projet de loi et les parlementaires à prendre leurs responsabilités face au rejet massif de la population de ce projet injuste et brutal* ». Le HuffPost 11 février 2023

### **Ils l'avaient déjà sorti avant le 7 février.**

Le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez a appelé le 7 février à des « *grèves plus dures, plus nombreuses, plus massives, et reconductibles* », au départ de la manifestation à Paris contre la réforme des retraites.

« *Samedi on va peut-être décider de monter d'un cran avec des grèves reconductibles et des blocages* », a également affirmé à ses côtés le président du syndicat CFTC Cyril Chabanier.

Pour Benoît Teste (FSU), « *monter d'un cran, ce sera à partir du 6 mars, après les congés [scolaires]* ». « *D'ici là il faut maintenir un haut niveau de mobilisation* », a-t-il affirmé, tandis que Frédéric Souillot (FO) s'est félicité d'une intersyndicale « *unie pour longtemps* ». RT 7 février 2023

---

### **Grève du 7 février : 757.000 manifestants en France selon l'Intérieur, « près de deux millions » selon la CGT - Le HuffPost 7 février 2023**

C'était prévisible, mais la mobilisation est en baisse, à Paris comme au niveau national. La CGT a annoncé ce mercredi 7 février, au soir de la troisième journée de mobilisation nationale contre la réforme des retraites que « *près de deux millions* » de personnes avaient battu le pavé à travers la France. Un chiffre en recul par rapport aux journées du 19 et du 31 janvier, où l'organisation syndicale avait dénombré respectivement plus de deux millions puis 2,8 millions de manifestants.

Une baisse qui se retrouve logiquement au niveau local. Ainsi, quelque 400 000 personnes ont manifesté ce mardi à Paris, d'après les chiffres communiqués par la CGT à l'Agence France presse. D'après l'organisation syndicale, cela représente une baisse importante par rapport au 31 janvier

(500 000 manifestants avaient alors été comptabilisés), mais autant de présence que le 19 janvier.  
Le HuffPost 7 février 2023

---

### **Que craignent-ils donc tant que cela ? De perdre le contrôle des masses ?**

#### **Laurent Berger (CFDT) dans un entretien à La Croix.**

Mardi 31 janvier, "*1,27 million de personnes ont refusé pacifiquement la réforme dans la rue*", souligne-t-il pour mieux légitimer les demandes du mouvement social.

"*Quelle serait la perspective si [ces personnes] ne recevaient pas de réponse ? Faut-il l'outrance, la violence et la hargne pour se faire entendre ?*", questionne-t-il, toujours dans La Croix. Ce serait « *une folie démocratique de rester sourd* » à la contestation de la réforme a-t-il jugé. BFMTV.com et RT 7 février 2023

---

### **Crise d'infantilisme ou de populisme à LFI.**

J-C - Où je veux en venir ? Montrer que ce sont des guignols à LFI, ils attaquent des acteurs politiques ou autres, mais ils se gardent bien d'attaquer les fondements du régime capitaliste ou les institutions dans lesquelles finalement ils se sont fondus... C'est de régime économique qu'il faut changer, et non pas de personnel politique ou dit autrement, tout changement politique sans changement économique revient à ne rien changer du tout, c'est le créneau des opportunistes dont font partie LFI, les composantes de la Nupes, le PCF, etc.

#### **Sanction contre Thomas Portes : des députés LFI ironisent sur cette décision, ballon à la main - lejdd.fr 11 février 2023**

Le député LFI Thomas Portes a reçu une lourde sanction de l'Assemblée nationale : une exclusion de 15 jours. La raison : une photo publiée sur Twitter le montrant avec un ballon à l'effigie du ministre du Travail. lejdd.fr 11 février 2023

#### **Retraites : une poupée Élisabeth Borne « pendue » à Marseille, la Macronie horrifiée - Le HuffPost 12 février 2023**

J-C - Vraiment ?

#### **Réforme des retraites: "*Cette nouvelle mobilisation ne changera rien*", confie un député Renaissance à BFMTV - BFMTV 12 février 2023**

---

### **Quand les barbares et les humanistes ne sont pas ceux qu'on croit.**

Certains pensent ou la majorité, qu'on peut changer la société ou quelque chose notamment la mentalité, le comportement ou le mode de penser de la population sans réaliser un changement économique radical, et bien ils se trompent lourdement, en voici la preuve.

Les croyances et superstitions, les mentalités ou comportements, les modes de pensée ou de vie, les idées, les mœurs ou us & coutumes ne se décrètent pas, on pourrait ajouter les principes et les valeurs que l'on adopte, ils sont le produit des rapports sociaux reposant sur des conditions matérielles d'existence qui sont imposées à l'ensemble de la société, qui correspondent à un stade du développement économique d'un pays ou d'une nation...

Vous ne pouvez pas en changer radicalement sans justification partagée par la population, sinon elle n'y adhèrera pas ou elle rejettera ces changements. Il faut qu'elle y ait quelque chose à gagner en échange, on n'abandonne pas une chose pour une autre sans raison valable ou mobile.

Il faut admettre qu'au cours du développement économique, donc déjà bien avant l'ère du capitalisme, la population a adopté toute une panoplie de comportements plutôt contestables pour ne pas dire infâmes parfois, et cela sur tous les continents, ce qui est normal puisque ce développement se déroula alors que la population n'en avait pas conscience, ceci explique cela.

De nos jours, l'agonie du capitalisme laisse entrevoir une société débarrassée de tous ces anachronismes ou toutes ces anomalies grotesques qui ont jalonné son histoire ou plutôt sa préhistoire, mais de manière encore inconsciente, une aspiration existe vers une société meilleure et plus juste, mais du fait que ses acteurs ne parviennent pas à se débarrasser des oripeaux du capitalisme, dans une grande confusion ils s'en prennent à ceux qui incarnent la résistance au nouvel ordre mondial totalitaire, qui à leur tour n'entrevoient pas d'issue à la crise du capitalisme au-delà du capitalisme, de sorte qu'ils se comportent en conservateurs réactionnaires.

L'affrontement entre ces deux courants politiques tel que je viens de l'exposer, ne peut pas déboucher sur une issue politique conforme à leurs aspirations, puisque tous les deux restent solidement amarrés au capitalisme, qui ne peut leur proposer aucune solution satisfaisante.

La tauromachie est une forme de barbarie d'un autre âge qu'on le veuille ou non. Certains y tiennent, d'autres voudraient l'interdire. Le jour où nous entreverrons une société où le rapport de dominant à dominé sera en voie de disparition, où chacun pourra s'épanouir individuellement, plus personne n'aura plus envie de faire souffrir n'importe qui inutilement et injustement ou d'en tirer du plaisir, de le justifier d'une manière ou d'une autre, on relèguera cette horreur au musée de la préhistoire des hommes.

### **Montpellier : des milliers de personnes ont défilé pour défendre la ruralité - RT France 12 février 2023**

Entre 13 000 et 15 000 personnes, selon les sources, ont battu le pavé à Montpellier le 11 février pour défendre les traditions taurines et la ruralité face aux «*attaques des écolos bobos*».

Entre mars et novembre, des dizaines de villes et villages de l'Hérault, du Gard, des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse, organisent des centaines de courses camarguaises, nom officiel de la «*bouvine*», dont l'origine remonte au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Dans une tribune publiée dans le quotidien Le Monde qui a mis le feu aux poudres début janvier, une cinquantaine de personnalités politiques, notamment écologistes, et de représentants d'associations animalistes ont réclamé une réglementation des pratiques entourant la bouvine. Ils fustigent la castration à vif des jeunes taureaux de certaines manades (élevages où les troupeaux vivent en semi-liberté), le marquage au fer rouge ou le lâcher de taureaux dans les rues lors des férias.

«Il y a un mouvement politique, celui de l'écologie punitive, composé d'élus animalistes et écologistes, qui souhaitent remettre en cause des pans entiers de nos traditions et de nos manières de vivre», a lancé sur les marches du Corum Laurent Jaoul, le maire de Saint-Brès, une commune proche de Montpellier, qui figure parmi les organisateurs du rassemblement avec des représentants du secteur de l'élevage de taureaux et des associations locales.

«La véritable écologie, ce sont les manadiers [gardiens de taureaux élevés en semi-liberté en Camargue], les agriculteurs, les chasseurs, les pêcheurs», a enchaîné le maire de la commune voisine de Baillargues, Jean-Luc Meissonnier, sous les applaudissements.

«A l'instar de toutes les grandes avancées sociétales du passé, celle des droits des animaux génère de la contestation. Les générations futures se demanderont comment leurs ancêtres ont pu tolérer de telles pratiques», a assuré le 9 février dans un communiqué Eddine Ariztegui, élu du Parti animaliste au conseil municipal de Montpellier et initiateur de la tribune du Monde. RT France 12 février 2023

---

## Capitalisme : Stop ou encore ?

### Manifestation monstre à Madrid pour défendre l'hôpital public - Le HuffPost 12 février 2023

Ils dénoncent la « *maltraitance des professionnels et des patients* ». Plusieurs centaines de milliers de personnes ont défilé ce dimanche 12 février à Madrid lors d'une nouvelle manifestation de défense du système de santé public dans la région-capitale espagnole, miné depuis des mois par le manque d'effectifs et de moyens.

Au nombre de 250 000 selon la préfecture, et de près d'un million selon les organisateurs, ils ont réclamé « *plus de moyens* » au gouvernement régional de Madrid et à sa présidente Isabel Diaz Ayuso, accusée de favoriser les prestataires privés au détriment du service public.

Une situation jugée paradoxale, Madrid étant la région la plus riche d'Espagne. « *C'est une honte qu'avec autant de richesse, l'accès à des soins de santé publics de qualité ne soit pas garanti* », a regretté dans la manifestation Pepe Alvarez, secrétaire général de l'UGT, l'un des principaux syndicats espagnols. Le HuffPost 12 février 2023

---

## Infos internationales.

### En famille. Tartufferie électorale. Ce qu'ils appellent le « *pire* » pour le SPD, c'est en réalité le « *pire* » pour les travailleurs allemands : Les écologistes.

J-C - Pourquoi ? C'est simple, voyez ce qui se passe aux Etats-Unis entre républicains et démocrates. Plus un parti se dit de gauche, plus il penchera encore plus à droite en réalité.

Ce qui se passe aussi, c'est que lorsque les partis officiels de la réaction sont rejetés par la majorité du peuple, que ceux issus du mouvement ouvrier le sont également, ils en inventent de nouveaux ou ils aident certains partis à émerger pour les remplacer et poursuivre leur politique antisociale.

Notez que dans les deux cas, les dirigeants de tous ces partis sont issus des partis précédents tous plus pourris ou corrompus les uns que les autres.

Par la suite, quand les électeurs sont revenus de leurs illusions dans ces nouvelles formations, ils se rabattent à nouveau vers les vieux partis réactionnaires dits de droite ou de gauche, qui tous sont liés au régime en place et servent les intérêts de l'oligarchie financière mondialiste.

Personne ne s'est demandé pourquoi cette pseudo-gauche était chassée du pouvoir par le peuple qui l'avait élue. Il faudrait peut-être se demander avant, par quelle couche de quelles classes elle avait été portée au pouvoir, on s'apercevrait que ce ne sont pas forcément les mêmes.

La pseudo-gauche doit de plus en plus se conformer aux exigences exprimées par ses maîtres de Davos, au point de figurer comme un clone du parti officiel de l'ordre ou de la réaction. Ce sont donc parmi les couches privilégiées ou les mieux nantis que vont figurer ses électeurs potentiels solidement ancrés au régime. Déçus par le sort que leur réservaient ces commis de Davos, une partie va faire sécession ou migrée vers d'autres partis de droite ou les écologistes totalement inféodés au Forum économique mondial, qui, parce qu'ils incarnent la pire réaction peuvent à l'instar de la social-démocratie frayer la voie au fascisme ou à la guerre. On en veut pour preuve, que la ministre des Affaires étrangères allemande issue du parti des Verts a déclaré, que l'Allemagne était en guerre contre la Russie, appelant Poutine à déclarer officiellement la guerre à l'Allemagne, autrement déclencher la Troisième Guerre mondiale.

### **Allemagne: les sociaux-démocrates de Scholz battus lors d'une élection locale à Berlin - AFP/BFMTV 13 février 2023**

Le parti social-démocrate du chancelier allemand Olaf Scholz a subi un cuisant revers dimanche lors d'une élection locale hautement symbolique à Berlin, son fief depuis plus de vingt ans, face aux conservateurs.

Même si cette défaite s'est jouée surtout sur des enjeux locaux, elle intervient alors qu'au plan national Olaf Scholz est lui-même sous pression, critiqué notamment pour ses attermolements en vue de soutenir militairement l'Ukraine.

L'Union chrétienne-démocrate conservatrice (CDU) de l'ex-chancelière Angela Merkel est arrivée en tête de l'élection pour le parlement local de la capitale allemande avec environ 28% des suffrages (+ 10 points).

Les sociaux-démocrates doivent se contenter de 18%, leur pire résultat depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, selon les premières estimations des chaînes ARD et ZDF.

Pire même pour le SPD, il semble être au final relégué en troisième position, derrière les écologistes qui sont donnés à entre 18,2% et 18,7% par les chaînes de télévision. La maire sortante de Berlin, Franziska Giffey, a parlé d'une "*soirée amère*" et d'une "*situation difficile*" pour son parti.

Depuis 2021, le SPD avait toujours terminé cette élection en tête. Le parti d'Olaf Scholz risque d'avoir du mal dans ces conditions de conserver le poste de maire de la ville-Etat de Berlin qu'il détient depuis plus de 20 ans.

Les négociations pour former une nouvelle coalition majoritaire dans la ville de Berlin s'annoncent très difficiles.

À part les libéraux du FDP, aucune formation ne s'est dite prête, avant l'élection, à gouverner avec les conservateurs, qui ont appelé dimanche soit "*à un changement*" à Berlin. Et l'extrême droite est hors-jeu.

L'élection berlinoise, sans remettre en cause la coalition nationale au pouvoir en Allemagne autour d'Olaf Scholz, risque toutefois de fragiliser le chancelier.

Berlin est en effet un Etat-région à part entière dans le système fédéral allemand et le changement de majorité dans la capitale qui se profile pourrait avoir des répercussions sur une des deux chambres du parlement fédéral, le Bundesrat, représentant les 16 Länder. AFP/BFMTV 13 février 2023

---

### **La crise finale du capitalisme conduit au totalitarisme.**

#### **Israël: des dizaines de milliers de manifestants contre la réforme de la justice - AFP 12 février 2023**

Des dizaines de milliers d'Israéliens ont manifesté samedi à Tel-Aviv et dans d'autres villes du pays, pour la sixième semaine consécutive, contre la réforme judiciaire menée par le gouvernement du Premier ministre Benjamin Netanyahu.

"*Démocratie*", criaient les manifestants au rythme des roulements de tambour, "*Honte, honte!*", "*On ne va pas abandonner*".

Les dirigeants du mouvement ont appelé à une grève le même jour.

Déjouant les prévisions selon lesquelles l'annonce de cette grève détournerait une partie des manifestants des rassemblements devenus habituels du samedi soir, les Israéliens ont manifesté plus nombreux que les semaines précédentes, a constaté une journaliste de l'AFP.

Les médias israéliens ont fait état d'environ 50.000 manifestants à Tel-Aviv, jusqu'à 75.000 selon le quotidien Haaretz (gauche), environ 10.000 à Haïfa et 4.000 à Jérusalem, devant la résidence de M. Netanyahu.

Pour la première fois depuis le début du mouvement en janvier, plusieurs dizaines de manifestants se sont rassemblés à Efrat, une colonie israélienne de Cisjordanie occupée.

Le gouvernement mis sur pied fin décembre par M. Netanyahu, qui a adossé le Likoud (droite) à des alliés religieux et d'extrême droite, est considéré comme un des plus à droite de l'histoire d'Israël.

Les propositions de la coalition limiteraient considérablement la capacité de la Cour Suprême à invalider des lois et des décisions du gouvernement. Une "*clause dérogatoire*" permettrait à la Knesset de légiférer à nouveau sur des lois invalidées avec une majorité simple de 61 voix.

La réforme prévoit également de modifier le système de nomination des juges en donnant plus de poids au pouvoir politique.

M. Netanyahu est lui-même jugé pour corruption dans plusieurs affaires. AFP 12 février 2023

---

### **Tout le monde adore l'Afrique ou plutôt ses richesses !**

#### **Lavrov promet à l'Afrique aide russe contre les jihadistes et implication accrue - AFP 8 février 2023**

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a promis mardi l'aide de Moscou aux pays du Sahel et du Golfe de Guinée face aux jihadistes, et laissé présager une implication accrue en Afrique, confrontée selon lui aux "*instincts néocoloniaux*" des Occidentaux.

M. Lavrov a vanté la nouvelle alliance entre le Mali et la Russie contre le jihadisme qui ensanglante la région, lors d'une visite à Bamako présentée par les deux parties comme une première "*historique*" de la part d'un chef de la diplomatie russe.

"*La lutte contre le terrorisme est bien sûr d'actualité pour les autres pays de la région*", a dit M. Lavrov lors d'une conférence de presse avec son homologue malien Abdoulaye Diop. "*Nous allons leur apporter notre assistance pour surmonter ces difficultés. Cela concerne la Guinée, le Burkina Faso et le Tchad, et en général la région sahélo-sahélienne et même les pays riverains du Golfe de Guinée*", a-t-il déclaré.

M. Lavrov a promis au Mali la poursuite du soutien militaire matérialisé depuis fin 2021 par des livraisons d'armements et l'envoi de centaines d'hommes, décrits en fonction des sources comme des instructeurs de l'armée russe ou des mercenaires de Wagner, un groupe de sécurité privé aux agissements décriés.

Il a aussi promis un engagement russe intensifié en Afrique, signifiant la volonté d'occuper le terrain. Les Etats-Unis viennent de lancer une offensive diplomatique sur le continent déjà en proie à une âpre concurrence stratégique et économique entre grandes puissances.

"*Nous allons apporter notre soutien au règlement des problèmes sur le continent africain, nous partons constamment du principe qu'il faut régler les problèmes africains avec des solutions africaines*", a déclaré M. Lavrov. Les agissements des Occidentaux en Afrique sont les mêmes "*partout dans le monde*", y compris en Europe où ils ont fait de l'Ukraine une "*tête de pont*" pour mener une "*guerre hybride*" contre la Russie, a-t-il dit.

Les critiques occidentales contre l'alliance russo-malienne "*reflètent les approches néo-coloniales*" des Occidentaux, a-t-il fustigé.

La visite de M. Lavrov au Mali, en proie à la violence jihadiste et à une profonde crise multidimensionnelle, concrétise le rapprochement opéré par les colonels maliens depuis 2021, en même temps qu'ils rompaient l'alliance militaire avec la France et ses partenaires. Avant de repartir,



M. Lavrov a été reçu par le colonel Assimi Goïta, chef de la junte qui a pris le pouvoir par la force en 2020. AFP 8 février 2023

---

### **Le plus grand exercice militaire d'Afrique de l'Est débute au Kenya - RFI 12 février 2023**

Il est dirigé par le Commandement des États-Unis pour l'Afrique en Afrique de l'Est. Objectif : améliorer la préparation de la force conjointe américaine et de ses partenaires impliqués dans des opérations de maintien de la paix, de gestion de crise ou d'assistance humanitaire sur le continent africain.

Un millier de participants venus de vingt pays d'Afrique, d'Europe ou d'Amérique sont arrivés au Kenya pour cette grande manœuvre. Des militaires essentiellement mais aussi policiers et des civils amenés à travailler avec l'armée américaine sur le continent africain au sein de forces multinationales. RFI 12 février 2023

---

### **Des monstres nous gouvernent. La civilisation humaine est gravement menacée de disparition.**

#### **Aux Pays-Bas, les steaks poussent en laboratoire - Publicsenat.fr 10 février 2023**

80 000 steaks hachés créés à partir de quelques cellules souches. L'idée peut donner le vertige ou passionner. Elle est en passe de devenir réalité aux Pays-Bas. En France, le Sénat a lancé une mission d'information menée par le LR Olivier Rietmann, pour dresser un état des lieux du secteur, même si cette viande ne devrait pas arriver dans nos assiettes avant plusieurs années.

Pour l'heure aucun consommateur européen n'a encore goûté cette viande in vitro, ou « de culture », terme préféré par les industriels.

Personne n'a encore franchi ce cap mais les investisseurs y croient. Mosa Meat a déjà levé plus de 85 millions d'euros ; des financements du gouvernement néerlandais, des fonds d'entreprises privées comme Aoste spécialisée dans la charcuterie ; et même de Leonardo Di Caprio ; l'acteur est prêt à utiliser son image pour Mosa Meat. Car les dirigeants ont des arguments : « *La consommation de protéines augmente dans le monde et avec notre viande, vous ne tuez plus les animaux, vous émettez moins de méthane et vous consommez beaucoup moins d'eau que pour l'élevage conventionnel,* » explique Peter Verstrate le cofondateur ; « *mais ce n'est pas fini, en créant du muscle et de la graisse nos produits auront plus de goût que les options végétales. Notre objectif c'est de faire un produit qui plaît et qui va donner envie aux consommateurs de revenir.* »

Il faudra aussi créer un produit abordable. Le tout premier steak de 2013 a coûté 280 000 euros !

C'est pour cela que le gouvernement investit : 60 millions d'euros pour toute la filière avec pour but de développer un écosystème avec des cursus et des fournisseurs locaux. L'objectif c'est de devenir le centre de gravité de la viande cultivée en Europe. Car le pays fait face à une crise de son agriculture très intensive et très polluante. On compte 11 millions de cochons, 4 millions de vaches, et 100 millions de poulets, pour 18 millions d'habitants. L'azote est devenu un problème majeur, il faudrait qu'un tiers des exploitations arrête son activité et qu'un autre tiers se reconvertisse.

La viande cultivée apparaît donc pour le gouvernement comme une solution pour diversifier les protéines et le modèle des éleveurs.

### **De la viande cultivée, bientôt dans nos assiettes ? Le Sénat se penche sur le développement de la viande in vitro - publicsenat.fr 08 février 2023**

Le processus de production, complexe, consiste à prélever des cellules animales avant de les placer dans un « *bio-réacteur* » selon la présidente LR de la commission des affaires économiques Sophie Primas. Les cellules sont ensuite « *nourries dans un milieu de culture à température physiologique contenant des nutriments dont la composition, qui varie d'une entreprise à l'autre, est souvent le secret de fabrication* », détaille Sophie Primas.

Le secteur connaît un développement rapide depuis la confection du premier steak artificiel à Londres en 2013. Les Pays-Bas, Israël et les Etats-Unis ont déjà largement investi la recherche sur la viande artificielle bien qu'à l'heure actuelle elle ne soit autorisée qu'à Singapour. Sophie Primas a néanmoins rappelé qu'« *Il semble qu'on approche du passage du laboratoire au site industriel* ».

Une référence à l'entreprise américaine Upside Foods qui a passé la première étape en matière d'autorisation de mise sur le marché américain par la Food and Drug Administration, l'autorité de sécurité alimentaire aux Etats-Unis. Afin d'être commercialisés sur le marché européen, les nouveaux produits alimentaires doivent faire l'objet d'une autorisation de la part de la Commission européenne après avoir été testés une évaluation par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA).

Si les premières demandes devraient intervenir d'ici quelques années, L'EFSA rappelle que la délivrance d'une autorisation prend plusieurs mois « *Nous disposons de neuf mois pour procéder à l'évaluation des risques, la Commission européenne doit ensuite préparer une proposition de décision négative ou positive dans un délai de sept mois.* »

« *Nous ne sommes pas là pour remplacer la viande, nous sommes là pour proposer un nouveau choix au consommateur* »

Une éventuelle autorisation de commercialisation d'ici quelques années menace directement l'élevage, déjà sommé de s'adapter aux évolutions climatiques et environnementales. Face à des sénateurs songeurs, Nicolas Morin cofondateur et président de Gourmey a cherché à rassurer en affirmant que la viande cultivée est une « *solution d'avenir qu'il faut explorer* », avant d'ajouter « *la question n'est pas de prendre position pour ou contre mais de prendre acte.* »

Nécessairement, le recours à des aliments toujours plus transformés industriellement interroge sur l'impact sanitaire de la viande artificielle. Un choix de société pour Thierry Marx qui affirme ne pas « *comprendre cette idée de vouloir massifier encore plus l'industrialisation de notre nourriture.* » Un « *appauvrissement culturel* » et un véritable paradigme consumériste selon le chef étoilé « *Vous avez renoncé à la qualité donc on vous fait des petits prix, c'est la théorie du low cost* ».

Des interrogations sérieuses sur la qualité de notre alimentation, confirmées par l'absence de consensus scientifique sur la question de la viande in vitro. OGM, hormones de croissance et antibiotiques seront-ils au menu ? Une véritable possibilité pour Jean-François Hocquette (INRAE) « *L'utilisation d'antibiotiques est possible ou probable.* » En l'absence de dossier déposé devant l'EFSA, difficile de savoir dans quelle mesure la production de viande in vitro aura recours à des antibiotiques ou des hormones de croissance.

Les producteurs l'affirment pourtant, l'EFSA est strict et la commercialisation ne peut que concerner « *des produits dont la sécurité alimentaire est garantie.* » L'occasion pour Etienne Duthoit, fondateur et directeur général de Vital Meat, d'exposer les vertus de la viande in vitro « *Nous ne mettons pas d'hormones de croissance au sens où on en a connues dans l'élevage avec des bovins sous stéroïdes.* » Pour ce dernier, le développement d'une filière française permettrait la mise en place d'un « *cahier des charges extrêmement exigeant sur l'empreinte environnementale et la sécurité alimentaire.* »

J-C - On connaît ce discours. L'enfer est pavé de bonnes intentions. Mais le plus dingue encore, c'est d'avoir imaginé ce procédé pour nourrir la population, au lieu de chercher un moyen acceptable et partagé pour réduire la population et la contenir dans le futur.

---

## **Dossier économie.**

### **L'Assemblée sauve EDF ? Avec des soutiens pareils, plus besoin d'adversaires - L'Investisseur sans costume 12 février 2023**

Il est un peu plus de 15 heures ce jeudi 9 février — à marquer d'une pierre blanche — quand le député socialiste Philippe Brun monte à la tribune de l'Assemblée. Le ton est solennel, la diction saccadée d'émotion contenue ; le moment est historique :

*« J'ai l'honneur, au nom des députés socialistes, de demander à l'Assemblée Nationale, la nationalisation du groupe Électricité de France (bravos épars dans la salle).*

*Cette phrase prononcée ici à la tribune peut sembler extraordinaire, durant les 25 dernières années, cette Assemblée n'a cessé d'adopter des textes ayant méthodiquement détruit et démantelé ce qui faisait notre fierté nationale (quelques huées de désapprobation) ... » [1]*

S'ensuit une vive discussion. Le ministre de l'industrie déplore l'incompatibilité entre le projet de loi et le droit européen, les macronistes s'offusquent d'un cavalier législatif devant l'article 3bis qui réintroduit un tarif réglementé pour les artisans sans lien avec la sauvegarde de l'énergéticien ; puis deux suspensions de séance et 3 rappels aux règlements plus tard, la majorité s'emporte, finit par claquer la porte de cette « mascarade » refusant de participer à ce « *déshonneur pour l'Assemblée* » car enfin « *il faut respecter notre Constitution* » comme le rappelle une Aurore Berger très en colère mais pas à une contradiction près. [1]

Au bout de 4 heures de tension insoutenable la proposition de loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement [2] est finalement adoptée en première lecture à l'unanimité moins une voix [3] : La démocratie a fonctionné, EDF est sauvé.

Sauf que rien dans cette loi n'empêche le démembrement d'EDF.

Les députés s'amuse une nouvelle fois à jouer dans le telenovelas le plus cher de France. Plus Belle la vie n'est pas mort, la saison 19 a déménagé au Palais Bourbon.

Comment donc ? EDF n'est donc pas protégé d'un démembrement par cette loi tapageuse ? Que nenni mon bon ami, c'est tout l'inverse.

Mais pardonnez mon inconséquence, j'ai oublié de commencer cette lettre par le résumé des épisodes précédents. Cela fait un moment que je cause d'EDF et pour bien comprendre ce qui se joue ici, je vous invite à consulter cet article de référence et ces deux vidéos de synthèse en version longue ICI et LÀ en version raccourcie ; en une phrase, disons qu'EDF doit être démembrée pour que le trésor de notre énergie nucléaire puisse être livré aux Allemands et compenser l'immense faute de leur folie énergétique depuis 20 ans, à nos dépens donc.

Mais qu'y a-t-il donc dans cette loi qui commence sa navette parlementaire après son adoption en première lecture (le texte est disponible ICI) ?

Eh bien, il y a déjà un titre :

Loi visant à protéger le groupe Électricité de France d'un démembrement.

Jusqu'ici tout va bien et l'intention est particulièrement louable, mais vous savez jusqu'où mènent les pavés de bonne intention : C'est la première et dernière fois que vous verrez le mot démembrement dans ce texte.

Heureusement pour nous elle se limite à deux pages et 4 articles, certes fort mal écrits, mais son examen nous sera plus court qu'à nos frivoles députés.

### **Article Premier : La société Électricité de France est nationalisée**

Premier article, premières sueurs.

Tout le premier article tient dans ces 5 mots : La société Électricité de France est nationalisée.

Ah.

Ce premier article laisse à penser qu'il faudrait nationaliser EDF pour éviter son démembrement : L'objectif supposé de la loi.

Si elle est nationalisée, c'est donc qu'elle était privée dirait un esprit pauvre.

L'État détenait déjà 84 % d'EDF mais à la suite de l'offre publique d'achat simplifiée du gouvernement, il en possédait même 96 % la veille de l'examen ! [4]

Nous sommes donc en train de nationaliser une entreprise publique.

Ou alors nos maux viennent-ils des 4 % détenus par d'irréductibles porteurs et anciens salariés ? Ces salauds ne feraient rien qu'entraver la bonne marche de l'État et se gaver sur le dos des pauvres boulangers et familles les plus modestes... Mais heureusement l'État veille et protège la veuve et l'affligé ! Voici en somme la potion débile que ces gens entendent nous faire boire.

Amusant.

Cela ne sert à rien qu'à un peu de spectacle, cela fait passer le temps en attendant la mort mais surtout, continuons de pédaler comme des Shadocks de peur qu'il se passe quelque chose de plus grave si nous arrêtons.

La réalité est que cette loi n'est pas là pour nationaliser EDF mais sortir la société de la cote et éviter les obligations de publication des sociétés cotées en Bourse.

Voilà donc le tour de manche grossier de nos vaillants députés : Ils veulent faire passer pour une nationalisation un retrait de cote.

Effectivement, la nationalisation d'un groupe privé permet à l'État de prendre le contrôle d'une entreprise stratégique en cas d'intérêts contraires à ceux de la Nation mais retirer un groupe déjà public de la cote a l'effet contraire en soustrayant l'entreprise à la transparence comptable et donc au contrôle citoyen.

D'ailleurs, notre cher député Brun avait lui-même montré que la « nationalisation » d'EDF — prévue avant lui par le gouvernement — avait pour seul objectif de mieux permettre le démantèlement exigé par Bruxelles à l'abri de regards un peu trop inquisiteurs ou simplement soucieux de l'avenir.

Jusqu'ici notre loi ne change donc strictement rien au projet du gouvernement et de Bruxelles.

## **Article 2 : Un groupe « unifié » au capital « incessible »... et alors ?**

L'article 2 est le plus important. C'est lui qui est censé protéger concrètement EDF d'un démembrement.

Nos députaillons nous assènent gravement un nouveau pléonasme en déclarant qu'EDF est un groupe public unifié. Je cherche toujours un exemple de groupe désuni.

Le dossier législatif fait référence à la SNCF à l'époque où l'on avait réunifié RFF et la SNCF... Mais rien ici n'empêche de faire l'inverse.

L'article détaille les activités d'EDF puis stipule que le capital est incessible.

Dis autrement, si l'on voulait jamais privatiser EDF, même partiellement, il faudrait passer devant le parlement : C'est généralement ainsi que cela se passe pour un groupe public. Cette écriture est une nouvelle fois superfétatoire.

Ce sont les activités d'EDF qui devraient être incessibles mais rien de cela ici. Quand demain un quelconque rapport fera mine de découvrir qu'EDF est surendettée et que l'État prétendra que le sérieux budgétaire — qui sera le sien ce jour-là — l'empêche de renflouer les caisses, rien ne l'empêchera de vendre 95 % de son parc renouvelable ou 99 % de son réseau de distribution.

Le groupe sera toujours unifié, le capital sera toujours préservé et même sauvegardé, le périmètre d'activité d'EDF sera le même et le groupe aura effectivement été démantelé.

Notez qu'il n'y a rien que de très classique ici. Sans chercher plus de deux minutes (excusez ma paresse) je me souviens de ces terres agricoles rachetées par la Chine il y a quelques années en France. Pour éviter que la SAFER ne s'oppose à ces transactions fort dangereuses pour notre sécurité alimentaire, les Chinois avaient acquis 95 % de parts de sociétés elles-mêmes détentrices des terres.

## **Article 3 : Si vous n'aimez pas notre prix, ce sera quand même notre prix**

L'article 3 est aussi spirituel que les précédents : Il est consacré au prix de rachat des actions contesté par nos petits actionnaires.

Ces derniers supportent mal de se faire racheter au tiers du prix d'introduction par ceux-là mêmes qui ont effondré le cours par leurs âneries.

En effet, le gouvernement a tenté un coup d'esbroufe en proposant une offre d'achat simplifiée à 12 € offre contestée par des actionnaires minoritaires.

En cas d'échec de l'offre, pensez-vous qu'ils devraient passer par une offre d'achat en bonne et due forme ou simplement renoncer à leur funeste projet, bref respecter le droit ?

Absolument pas, une commission composée du même genre de fonctionnaires qui ont fixé le prix une première fois le fixera une seconde.

Pas un seul représentant des actionnaires n'aura voix à ce chapitre, l'État, rien que l'État dans sa grandiose décadence.

Pléonasme, pléonasme encore un pléonasme... Quant au droit et au respect de la propriété privée, c'est bon pour les autres.

### **Article 3bis : Les artisans ne sont pas sortis d'affaire**

Et voici qu'entre les articles 3 et 4, nos socialistes moribonds ont glissé une petite surprise avariée, encore dégoulinante de bons sentiments.

La bonne intention d'abord : La loi rétablirait un tarif réglementé pour les TPE sans limite de consommation, y compris et surtout les boulangeries qui ferment les unes après les autres.

Elle rétablirait également un tarif réglementé exceptionnel jusqu'à la fin de l'année pour les PME.

Il y a malheureusement trois problèmes de taille à cette proposition :

Ôter toute limite de consommation au tarif réglementé pour les TPE promet des abus et détournements massifs de cette manne énergétique à bas prix.

Nos députés dans leur infinie folie — sans doute croyant faire plaisir à Bruxelles — ont poussé le bouchon plus loin et exigé que TOUS les fournisseurs proposent le tarif réglementé.

Le tarif réglementé de vente est proposé par tous les fournisseurs d'électricité et peut, du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023, se substituer aux contrats de fourniture en cours des consommateurs concernés.

Non seulement cela contribue à banaliser EDF au lieu de sanctuariser l'entreprise publique mais la mesure est surtout complètement ILLÉGALE selon l'article L442-5 du code du commerce qui punit d'une amende de 75 000 € la vente à perte.

Cet article est d'autant moins applicable qu'il est bien précisé que les pertes de recettes collectées par les fournisseurs d'électricité ne sont pas compensées par l'État.

On se rend également compte que cette extension du tarif réglementé doit être notifiée à Bruxelles... Mais également approuvé par la Commission selon les dispositions finales de la directive 2019/944 de la Commission Européenne. [5]

Si le retour du tarif réglementé pour nos artisans et même temporairement nos PME est salubre, cet article est bien trop problématique pour que nous puissions fonder des espoirs sérieux : Je doute qu'il survive à la navette, aux décrets ou simplement à la pression de la Commission Européenne.

#### **Article 4 : Merci de fumer des cigarettes pour financer nos beaux projets**

Dernier article enfin : Tous les surcoûts entraînés par cette loi seront financés par une hausse des taxes sur les cigarettes.

Voici donc une dernière bizarrerie, aisément expliquée par nos dérives législatives.

Pour être examinée et selon le règlement de l'Assemblée, une loi ne doit pas entraîner « *soit la diminution d'une ressource publique soit la création ou l'aggravation d'une charge publique* ».

Plutôt que de s'embêter à équilibrer les aspects financiers de son projet de loi, Monsieur Brun s'est contenté de renvoyer la question derrière un rideau de fumée... de cigarette.

Il n'y a absolument aucune raison pour que les fumeurs subventionnent le tarif réglementé des boulangers. Qui se souvient encore que les taxes sont censées être affectées au périmètre sur lequel elles ont été prélevées ? Mais nous n'en sommes plus à de telles brouilles tant est honteux ce torchon sur lequel le mot loi est en train d'être inscrit.

#### **Décadence législative : Ce parlement est foutu**

Ce torchon a été approuvé à l'unanimité moins une voix. Absolument tous les partis, tous les députés sauf un ont contribué par leur vote ou leur absence à faire voter une loi d'une imbécillité crasse, qui fait l'inverse de ce qu'elle prétend, qui rapproche un peu plus EDF du couperet de son démembrement et donne de faux espoirs aux artisans en détresse.

Surtout mon cher lecteur, ne pensez pas que cette loi est une exception. J'ai pris le temps de décortiquer celle-là car elle est de mon ressort et que je sais bien que plus personne ne fait l'effort d'étudier les textes qui pourtant régissent nos vies.

J'ai pris le temps de décrire cette mascarade par le détail pour montrer la décadence de notre Assemblée alors que l'on se contente ailleurs de juger des vêtements de nos députés les plus débraillés et coups de comm'certes pathétiques des plus turbulents d'entre eux mais dont on se ficherait pas mal si ces gens étaient compétents par ailleurs : Ils ne le sont pas.

#### **EDF n'est pas sauvé.**

Il n'y a plus rien à attendre de nos structures démocratiques, on le sait depuis un bon moment, mais en voici une nouvelle preuve exaspérante.

Cela se passera dans la rue et c'est normal. Cela finira en guerre civile et cela est terrible.  
L'Investisseur sans costume 12 février 2023

**Notes :**

[1] Vidéo de la séance : [https://videos.assemblee-nationale.fr/video.12889296\\_63e4f8e6230f9.2eme-seance--proteger-le-groupe-edf-d-un-demembrement--protection-et-accompagnement-des-enfants-vi-9-fevrier-2023](https://videos.assemblee-nationale.fr/video.12889296_63e4f8e6230f9.2eme-seance--proteger-le-groupe-edf-d-un-demembrement--protection-et-accompagnement-des-enfants-vi-9-fevrier-2023)

[2] Texte de la loi adoptée en première lecture : [https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/textes/116t0078\\_texte-adopte-seance](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/textes/116t0078_texte-adopte-seance)

[3] Résultats du scrutin : [https://www2.assemblee-nationale.fr/scrutins/detail/\(legislature\)/16/\(num\)/937](https://www2.assemblee-nationale.fr/scrutins/detail/(legislature)/16/(num)/937)

[4] <https://www.lefigaro.fr/societes/renationalisation-d-edf-l-etat-possede-96-du-capital-a-la-cloture-provisoire-de-l-opa-annonce-l-autorite-des-marches-financiers-20230208>

[5] [https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article\\_lc/LEGIARTI000038414250](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000038414250)